## AÏN DEFLA

# De l'eau à profusion et une gestion à réformer

***La wilaya de Aïn Defla est sans aucun doute la mieux lotie dans le domaine de la ressource hydrique avec ses 5 grands barrages, 7 même si on ajoute celui de Boumedfaâ, El Moustakbel qu'elle partage avec la wilaya de Blida et celui, tout neuf de Kef Eddir à cheval aussi sur les wilayas de Tipasa à l'Est et Chlef à l'Ouest.***

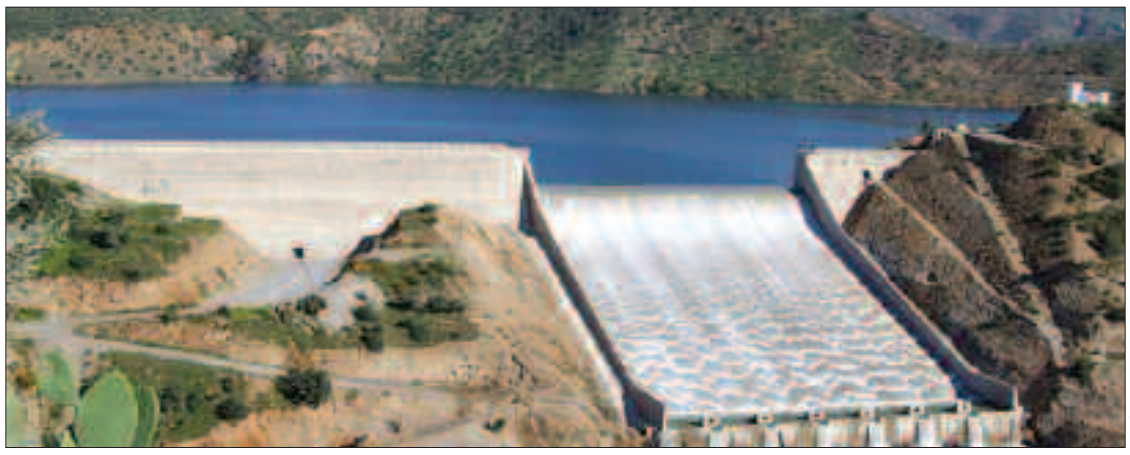

Photo : DR

A ces 7 barrages déjà remplis aux environs de 60% en moyenne, il faut ajouter 5 petits barrages et 4 retenues collinaires.

En matière donc de stockage, la wilaya de Aïn Defla ne comptait il y a à peine une vingtaine d'années que 4 barrages. Actuellement, 3 autres sont venus renforcer les capacités de stockage de la ressource hydrique.

De 1962 à 2 000, on a puisé des quantités énormes d'eau principalement pour alimenter les populations et pour les besoins de l'agriculture à partir des eaux souterraines en procédant à des forages transformant le territoire de la wilaya en un gigantesque morceau de gruyère. On en est à ce jour à 1 391 forages avec une forte concentration dans le nord-ouest de la wilaya, soit quelque 190 millions de m³/an, soit encore l'équivalent du quota global annuel de 4 barrages.

Heureusement, depuis la moitié de la décennie 2005/2010, les quantités puisées a partir des forages destinées à l'A E P se sont allégées dès le moment où il a été décidé d'alimenter les populations en eau potable avec les eaux de ruisselle-

ment, à partir des barrages, une politique qui, mise en exécution, s'est révélée positive puisque les barrages de Arrib et de Rouina alimentent déjà 12 communes sur les 36 et que d'autres communes du sud-ouest sont en voie d'être alimentées à partir des retenues collinaires comme c'est le cas des communes du Sud-Ouest notamment comme Bathia, Belaas et autre El Hassania. Le même système dessert les communes de Boumedefaâ, El Hoceinia, Hammam Righa et bientôt Aïn Beniane, dans ces dernières communes, des forages de près de 1000 m de profondeur s'étant révélés infructueux ne recelant pas de nappes aquifères.

Actuellement, si l'ouest et le nord-est de la wilaya consomment de l'eau potable des eaux de surface issues du ruissellement, il reste que tout le sud-est de la wilaya continue à être alimenté à partir des forages même si des sources concordantes crédibles affirment que c'est une eau dont la teneur en nitrate est considérablement élevée et même si certains organismes minimisent cette teneur qui serait très nocive pour la santé des populations et c'est le cas de la ville de Djendel où la population refuse de consommer cette eau et se rabat à prix fort sur l'achat d'eau conditionnée soit aller à des kilomètres s'approvisionner à des sources éloignées.

Cependant, cette disponibilité des eaux qui viennent du ciel et du sous-sol, différents secteurs de par leur léthargie en encouragent directement ou indirectement le gaspillage et l'usage abusif des irrigants.

De plus, force est de constater que si de grandes tranches de la population paient l'eau consommée, il existe malheureusement une tranche qui ne paie pas un centime pour l'eau puisée par les forages qui ont été d'ailleurs presque à 100% subventionnés par les dispositifs de soutien, PNDA, FNDA et autre PNRDA.

Selon nos informations, toute l'eau puisée par le biais de ces 1391 forages est totalement gratuite, soit 190 millions de m³, une gratuité consacrée d'ailleurs par la loi de finances de 2005 qui ne fait pas payer ces utilisateurs, ce qui ne manque pas d'induire un gaspillage énorme dans le domaine de l'irrigation entre autres, «tout ce qui est gratuit pousse au gaspillage».

Pourtant, avons-nous appris l'Agence du bassin hydrographique Zahred, à l'ouest, a procédé à un recensement exhaustif et précis des eaux puisées dans ces forages, des eaux destinées à usage touristique, des services, et industriel et posséderait même les débits-mètres adéquats. Ce recensement a concerné les 32 communes du bassin hydrographique Zahred, les 4 communes restantes du nord-est (Hammam Righa, Boumedfaâ, Hoceinia et Aïn Beniane) de la wilaya relèvent du bassin du centre (Algérois).

Il faut ajouter à cela d'autres facteurs de déperdition, à savoir le prix de 2 DA le m³ d'eau d'irrigation servi par l'Office national d'irrigation et de drainage, l'ONID, prix qui avoue -t-on est jugé insignifiant eu égard au prix de la production de frais d'équipements et d'entretien des réseaux.

Autre cas de déperdition que celui causé par les vols d'eau entre le barrage de Sidi Ahmed Bentaïba et le périmètre irrigué d'El Amra que sépare une conduite d'un linéaire de 42 km et qui génère quelque 50 % de perte du volume affecté tout au long du parcours, perte constituée de vols au fil de l'eau et de fuites, un réseau devenu une sorte de passoire. Lors de différentes communications, les responsables indiquent qu'une étude de faisabilité a été achevée et transmise, il reste le moyen financier pour entreprendre sa réalisation, une amenée d'eau qui pourrait générer une économie considérable et qui pourrait irriguer un périmètre qui s'étend sur une superficie estimée à quelque 8 500 ha. Ce qui n'est pas le cas du périmètre du Haut Chélif qui s'étend sur 22 300 ha et où la situation est maîtrisée assure-t-on.

Nous avons appris par ailleurs que l'ONID a crée une filiale l'ONIDRI qui est habilitée désormais à entrer en partenariat avec les exploitants agricoles en investissant avec ses moyens, son personnel constitué d'ingénieurs qualifiés, connaissant bien le terrain, et bien sûr l'eau d'irrigation.

Par ailleurs, alors que de nombreux pays ont pris les mesures idoines pour économiser le maximum d'eau, au moyen du goutte à goutte qui permet non seulement d'économiser quelque 60 % d'eau, dans nos wilayas, cette notion semble être ignorée et l'on continue a irriguer par l'usage de l'aspersion à outrance qui, il a été établi, participe à l'infestation des sols et au développement des herbes et des micro organismes nuisibles et pour l'homme et pour la plante qu'on essaye d'éradiquer d'ailleurs par l'usage inconsidéré des pesticides et autres défoliants.

Certes, au début des années 2000, une méga campagne d'installation de réseaux d'irrigation au goutte à goutte a été entreprise et qui a coûté des sommes astronomiques, mais qui n'ayant pas été accompagnée par un suivi et un contrôle rigoureux, s'est soldée par un échec et il n'est pas rare de voir ici et là des kilomètres de tuyauterie en PVC, abandonnée dans les parcelles, en perte sèche.

Actuellement, selon les chiffres officiels, l'irrigation se fait pour 76 % par aspersion et 13 % au goutte à goutte. Le rêve que nourrissent les différents organismes, et l'ONID et la Direction de l'agriculture est de voir un jour ces proportions inversées à savoir 76 % d'irrigation au goutte à goutte pour le moins et le reste avec les autres moyens.

**Karim O.**

## SIDI-BEL-ABBÈS

# L'OPGI lance une campagne de régularisation

L'OPGI de Sidi-Bel-Abbès se lance dans une grande opération de régularisation des exploitations de ses logements occupés avant janvier 2004 à ce jour.

Pour cette cession de logements, l'OPGI en a recensé 2 100 et les actuels occupants doivent régulariser leur situation pour leur acquisition avec une date butoir en décembre 2017, faute de quoi ils seront expulsés.

Les conditions d'acquisition sont : l'acquittement des loyers et même les arriérés. Les occupants doivent constituer et déposer un dossier qui comprendra une attestation de mise à jour du loyer, un titre légal d'occupation du bien immobilier, des reçus d'acquittement des loyers, une demande et un extrait de naissance.

**A. M.**

## MERCURIALE À RELIZANE

# Le citoyen déboussolé

***Décidément, rien ne semble arrêter les spéculateurs. Pour preuve, la pomme de terre, la tomate et l'oignon, pour ne citer que ces trois produits, ont vraiment pris des ailes ces derniers jours.***

Hier, ces trois produits ont été cédés à 80 DA, voire plus dans d'autres marchés de la ville. Ainsi, un kg de tomate a été vendu par certains commerçants peu scrupuleux à 180 DA. Une hausse estimée à plus de 200 % !!! Qui dit mieux ? Et peu importe les arguments avancés par les services concernés ou les agriculteurs, ou les deux à la fois, rien ne justifie cette flambée des prix. Peu importe que le produit soit de première ou de seconde nécessité, rien ne peut justifier, faut-il encore une fois le rappeler, cette flambée incompréhensible des prix des produits précités.

Cependant, au regard de l'anarchie qui règne dans nos marchés, il ne faut surtout pas trop s'étonner de cette «ascension» des prix, qui ne sont pas d'ailleurs affichés, ou rarement, par les commerçants.

La réglementation en vigueur est claire sur ce plan : l'affichage des prix est obligatoire. Une règle commerciale, appliquée à travers le monde, que nos commerçants semblent négliger. Mais où réside réellement le problème ? Certainement, la spéculation y est pour quelque chose mais cela n'explique guère les causes, les vraies, qui sont derrière cette flambée que le citoyen subit aujourd'hui.

Pour certains analystes avertis, il s'agit, en effet, d'une volonté délibérée par des milieux cherchant à utiliser le prix d'un légume ou d'un fruit à des fins politiciennes ! En ces temps difficiles, tous les moyens sont bons. Que la pomme de terre ou la tomate soit vendue à 80 DA, voire plus, importe peu à leurs yeux. Sans doute aucun, c'est le salarié qui continue de subir les conséquences de cette anarchique situation de nos marchés. Et la question demeure posée : à qui profite cette anarchie ?

**A. Rahmane**